



MICROFICHE N°

02700

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE
DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الفلاحة

المركز الوطني
للتربية الفلاحية
تونس

F 1

11-11-77

REPUBLIQUE TUNISIENNE
 Office National de l'Huile
 Projet de Développement
 Rural Intégré des Zones
 à Vocation Olivicole
 FAO/SIDA TUN 2

Etude relative aux modalités post-exploitation
 du Sennar et Chottane - Organisation de la
 Campagne 1977 / 1978

Par arrêté n° 7448 du 31 Octobre 1977 le chef du Centre régional de l'ONH à
 Sousse a prononcé des propositions relatives à l'exploitation des huillères
 post-exploitation du Sennar et de Chottane pendant la campagne de récolte
 1977/1978 :

- formation de l'huillière de Chottane, située dans une région où les oliveraies
 couvrent 8000 ha de l'est... de 10.000 tonnes d'olives, pourtant ainsi d'au-
 moins 6.000 tonnes vendues, dont 3.500 pour les olives pressées et 2.500 pour
 celles de l'huile, ce qui donne tout l'intérêt pour l'huile et l'huile ;
- formation de l'huillière du Sennar, située dans une région où la récolte
 est faible, environ 3.000 tonnes, ce qui ne permet pas de garantir un plateau
 suffisant si l'on prend en considération l'expédition de toutes huillères
 privées (capacité totale de 2.700 tonnes) et les transferts prévisibles.

Sous ces conditions, il semble bien que les propositions du Centre ONH/Sousse
 doivent être mises en pratique parfaitement réalisées.

Travailler à l'huile n'est pas impossible que les dernières réglementations fixent, à la demande des producteurs et en ce qui concerne sur le rôle que la future coopérative
 devra appeler à jouer, pour que l'huile du Sennar tunisien. Il faudrait alors
 déterminer l'ensemble formelle de ce que les apports d'olives seront au minimum
 de 1000 tonnes.

Cette étape, et sous réserve de l'accord de la Direction Générale de l'ONH, les
 dispositions suivantes doivent être prises en ce qui concerne l'huillière du
 Sennar. Le cas échéant, les autres dispositions seront applicables pour

Le régime des exploitations privées :

Il s'agit d'indiquer les modalités des possibilités qui leur sont offertes
 et de leur en assurer d'au moins un niveau d'activité de valorisation et de formation devant
 déboucher sur leur adhésion à la future coopérative.

Sous ce titre des réunions et visites doivent être organisées afin de bien préciser
 le contenu de l'offre, ses avantages et ses inconvénients.

Pour les petites producteurs (les plus nombreux) l'attention devra être apportée sur l'installat^e d'un groupage des récoltes, tant pour leur transport à partir du lieu de production (utilisation des tracteurs et remorques des coopératives de services) que pour leur triparation. Il y aura également lieu d'étudier avec eux les moyens de nature à faciliter et simplifier la cueillette : par exemple entassement d'olives dans voitures, chariot de récolte, la une certaine fourniture de petit matériel, etc L'objectif à atteindre est :

- d'une part de ne triper que des olives fraîches pour obtenir des huiles de qualité et permettre la valorisation des pulpes en vue de l'élimination du bâtonni, ce qui suppose une bonne adaptation du système de cueillettes aux besoins de l'unité ;
- d'autre part, de ne triper que des lots supérieurs à 100 kg afin d'abaisser les coûts de triparation qui pour de petites quantités sont prohibitifs.

En ce qui concerne en dernier point des formules sont à rechercher avec les oléiculteurs familiers : agrégation des olives avec désynchronisation de la cueillette (récolte) et palier fractionné sur la base de la valeur de l'huile, palier suffisant d'une année peuvent être fixés à 55 millions par kg d'olive cueillie et couvrant l'effet d'une récolte moyenne tout des résultats obtenus, (1) ou toute autre variation envisageable.

Toutes les tâches énumérées aux actions marquées ci-dessous sont de la compétence du CERA (Arrondissement de la Production Agricole) puisque se situent dans le cadre de ses attributions normales (renseignement - vulgarisation - formation). Il doit donc être demandé au Chef de la subdivision FA de Charente de les accomplir et de mobiliser les moyens nécessaires à cet effet.

La première étape une première enquête rapide est à effectuer de manière à connaître les intentions des producteurs et déterminer les grandes lignes d'un programme global de travail. Cette enquête devrait être achevée pour le 15 novembre.

au niveau de l'unité :

Le coopérative n'ayant pas encore constitué c'est à l'ONIA qu'il revient d'assurer la gestion de l'unité. Cette gestion doit être confiée au Centre ONIA de Bourges qui fonctionnera dans des conditions identiques à celles de la dernière campagne, mais en améliorant les modalités et procédures compte tenu de l'expérience acquise.

A ce sujet, il ne semble pas nécessaire d'avvisager la modification du schéma que l'on avait adopté. L'analyse des résultats obtenus démontrent que malgré les très nombreuses difficultés rencontrées il avait donné satisfaction, et ceci bien qu'il s'agisse du lancement d'une opération nouvelle.

(1) Toutes les huiles provenant des olives livrées sans agrément seront commercialisées séparément, les frais de triparation et le montant des sommes décaissées, la valeur faisant l'objet d'une répartition au prorata des agriculteurs.

Pour les petits producteurs (les plus nombreux) l'attention devra être apportée sur l'intérêt d'un groupage des récoltes, tant pour leur transport à partir du lieu de production (utilisation des tracteurs et remorques des coopératives de services) que pour leur trituration. Il y aura également lieu d'étudier avec eux les moyens de nature à faciliter et accélérer la cueillette : par exemple entraide d'oléiculteurs voisins, chantier de récolte, le cas échéant fourniture de petit matériel, etc L'objectif à atteindre est :

- d'une part de ne triturer que des olives fraîches pour obtenir des huiles de qualité et permettre la valorisation des pulpes en vue de l'alimentation du bétail, ce qui suppose une bonne adaptation du rythme de cueillette aux besoins de l'usine ;
- d'autre part, de ne triturer que des lots supérieurs à 1000Kgs afin d'échapper aux coûts de trituration qui pour de petites quantités sont prohibitifs.

En ce qui concerne ce dernier point des formules sont à rechercher avec les oléiculteurs intéressés : agrément des olives avec détermination de la teneur en huile (oléoducisseur) et paiement immédiat sur la base de la valeur de l'huile, paiement immédiat d'une avance pouvant être fixée à 55 millimes par Kg d'olive rendu usine et versement ultérieur d'une ristourne compte tenu des résultats obtenus, (!) ou toute autre solution convenable.

Toutes les tâches différentes aux actions décrites ci-dessus sont de la compétence du CRDA (Arrondissement de la Production Agricole) parce qu'elles se situent dans le cadre de ses attributions normales (encaissement - vulgarisation - formation). Il doit donc être demandé au Chef de la subdivision PA de Chorbane de les accomplir et de mobiliser les moyens nécessaires à cet effet.

En première étape une première enquête rapide est à effectuer de manière à connaître les intentions des producteurs et déterminer les grandes lignes d'un programme général de travail. Cette enquête devrait être achevée pour le 15 Novembre.

Au niveau de l'huilerie :

La coopérative n'étant pas encore constituée c'est à l'ONI qu'il revient d'assurer la gestion de l'huilerie. Cette gestion doit être confiée au Centre ONI de Sousse qui interviendra dans des conditions identiques à celles de la dernière campagne, mais en améliorant les modalités et procédures compte tenu de l'expérience acquise.

A ce sujet, il ne semble pas nécessaire d'envisager la modification du schéma que l'on avait adopté, l'analyse des résultats obtenus démontrant que malgré les très nombreuses difficultés rencontrées il avait donné satisfaction, et ceci bien qu'il s'agisse du lancement d'une opération nouvelle.

(1) Toutes les huiles provenant des olives livrées sans agrément seront commercialisées séparément, les frais de trituration et le montant des avances déduits, le solde faisant l'objet d'une répartition au prorata des apports.

Le problème qui se pose est :

- d'une part, d'accroître l'efficacité et de réduire les dépenses, notamment en personnel ;
- d'autre part, d'associer étroitement les apporteurs à la gestion de l'huilerie de telle manière qu'ils se trouvent en situation de la prendre en charge lors de la prochaine campagne.

Il y a donc lieu, comme le recommande la Direction Générale de l'ONU, de créer un Comité de gestion. Ce comité devra comprendre non seulement des représentants des producteurs (un par île ou coopérative de service) mais aussi des représentants des autorités locales, des organisations professionnelles, du CRDA et de l'ONU. Ces derniers auront pour rôle d'animer le Comité et de préparer ses membres à assumer leurs futures responsabilités.

Ceci étant, des dispositions pratiques doivent être prises qui concernent :

- Fonctionnement de l'huilerie : Un agent du Centre de l'ONU/Sousse doit être désigné (M. KAMAL est proposé) pour accomplir les tâches suivantes :
 - . Organisation de toutes les relations entre les producteurs et l'huilerie, dans le cadre d'une étroite collaboration avec les agents du CRDA chargés d'assister les producteurs (cf ci-dessus) ;
 - . Règlement de tous litiges entre huilerie et apporteurs ;
 - . Suivi de la gestion de l'huilerie ;
 - . Animation du Comité de Gestion ;
 - . Liaison avec le Centre ONU/Sousse.

Un Chef d'usine doit être recruté (un candidat a été proposé par le centre ONU/Sousse) qui aura l'entièbre responsabilité du fonctionnement de l'usine, y compris réception des olives et paiement des apports. Il sera secondé par un commis et recruterà la main d'œuvre nécessaire (cf ci-dessous budget prévisionnel).

- Budget prévisionnel : Le budget est établi pour la trituration de 16 tonnes pour pendant 90 jours, soit environ 1500 tonnes d'olives. L'usine travaillera pendant 16 heures par jour (2 postes).

.../...

Le problème qui se pose est :

- d'une part, d'accroître l'efficacité et de réduire les dépenses, notamment en personnel ;
- d'autre part, d'associer étroitement les apporteurs à la gestion de l'huilerie de telle manière qu'ils se trouvent en situation de la prendre en charge lors de la prochaine campagne.

Il y a donc lieu, comme le recommande la Direction Générale de l'ONU, de créer un Comité de gestion. Ce comité devra comprendre non seulement des représentants des producteurs (un par île ou coopérative de service) mais aussi des représentants des autorités locales, des organisations professionnelles, du CRDA et de l'ONU. Ces derniers auront pour rôle d'animer le Comité et de préparer ses membres à assumer leurs futures responsabilités.

Ceci étant, des dispositions pratiques doivent être prises qui concernent :

- Fonctionnement de l'huilerie : Un agent du Centre de l'ONU/Sousse doit être désigné (Mr. HAMAI est proposé) pour accomplir les tâches suivantes :
 - . Organisation de toutes les relations entre les producteurs et l'huilerie, dans le cadre d'une étroite collaboration avec les agents du CRDA chargés d'assister les producteurs (cf ci-dessus) ;
 - . Règlement de tous litiges entre huilerie et apporteurs ;
 - . Suivi de la gestion de l'huilerie ;
 - . Animation du Comité de Gestion ;
 - . Liaison avec le Centre ONU/Sousse.

Un Chef d'usine doit être recruté (un candidat a été proposé par le centre ONU/Sousse) qui aura l'entièvre responsabilité du fonctionnement de l'usine, y compris réception des olives et paiement des apports. Il sera secondé par un commis et recruterà la main d'œuvre nécessaire (cf ci-dessous budget prévisionnel).

- Budget prévisionnel : Le budget est établi pour la trituration de 16 tonnes pour pendant 90 jours, soit environ 1500 tonnes d'olives. L'usine travaillera pendant 16 heures par jour (2 postes).

.../...

- Fonds de roulement : Lors de la dernière campagne une dotation de 15.000 D a été accordée pour Chorbane et de 15.000 D pour Souassi. Compte tenu des achats de petit matériel effectués (qui se trouve disponible dans chaque boulangerie), le solde disponible dans les comptes spéciaux ouverts pour les boulangeries est de 14.168,135 D pour Chorbane et 13.247,445 D pour Souassi. En ce qui concerne Chorbane les ressources sont suffisantes pour faire face aux besoins, y compris paiement d'avances sur livraisons.
- Analyses des huiles : Afin de faciliter le paiement des huiles et d'éviter de nombreux déplacements entre Chorbane et Soussa il est recommandé que les analyses soient effectuées à l'usine. Cette tâche peut être assurée par l'agent OMM qui serait formé par le Chef du laboratoire de Soussa (stage de 8 jours). Le matériel nécessaire peut être acquis sur les ressources du Projet FAO/SIDA/TUN2.
- Moyens généraux : Indépendamment des moyens décrits ci-dessus une voiture avec chauffeur doit être mise à la disposition de l'agent OMM responsable de l'opération. Cette voiture peut être fournie par le Projet FAO/SIDA/TUN2, le chauffeur étant recruté par le Centre OMM/Soussa.

FIN

5

VUES